

Les crédits

l'Ouest et de ses conséquences. J'ai mentionné les changements dans l'aide que le gouvernement fédéral apporte au programme concernant le lait de transformation. Une personne s'est levée et m'a dit: «Oui, nous sommes bien au courant du budget. Il ne nous pose aucun problème. Nous voudrions que vous discutiez avec nous de la contestation qu'ont lancée les États-Unis au sujet de la gestion de l'offre au Canada.» Ses propos n'avaient soulevé aucune objection.

Cela montre bien que les producteurs laitiers ont accepté le budget. Ils reconnaissent que nous traversons une période où les changements et les perspectives sont énormes et les défis, immenses et sans précédent. Nous traversons une période de perspectives sans précédent.

Hier, j'ai eu l'occasion de visiter trois exploitations laitières familiales dans la région d'Ormstown. Ces exploitations sont excellentes et remarquables. Elles ne possèdent pas un grand nombre de vaches, à mon sens, mais elles ont une production et un rendement excellents. Elles sont extrêmement bien gérées.

Je leur ai garanti que le gouvernement comprenait et reconnaissait l'importance de ce genre d'exploitation agricole, l'importance de la gestion de l'offre, et je leur ai dit que nous serions avec eux pour les appuyer.

Je vais replacer dans leur contexte certains chiffres que les députés d'en face nous ont lancés, oui, lancés. Je vois le député de Frontenac sourire. Il va probablement essayer de citer d'autres chiffres du journal qu'il a cité auparavant. Son sourire s'agrandit, j'ai donc raison. Il a hâte que j'aie fini mes dix minutes pour qu'il puisse utiliser les cinq qui lui reviennent. Je lui demanderais de citer intégralement.

Je disais simplement que si, aujourd'hui, 100 p. 100 du lait d'une vache moyenne au Canada était vendu sur le marché de la transformation, les 81 cents par hectolitre représenteraient 56 \$ par vache. J'ai dit dans cet article et je pense que l'on m'attribuait les propos suivants: «Oui, nous reconnaissons que ce n'est pas une somme d'argent minime, mais il faut la replacer dans son contexte.» Toute diminution du revenu de quelqu'un est importante. Il n'y a pas de doute là-dessus.

Toutefois, je veux replacer tout cela dans un contexte. Pour le producteur moyen de la province de Québec, la diminution de revenu, en raison de ce changement dans la subvention pour le lait de transformation, serait de 1 341 \$ si l'on se base sur la production de lait industriel pour l'année 1993-1994. Je ne dis pas que 1 341 \$ ce n'est rien. Ce serait certainement vu différemment si cela s'ajoutait au revenu, mais cela vient en déduction.

Comme je le disais aux producteurs auxquels je parlais hier, ils ne doivent pas sous-estimer ni dénigrer ce qu'ils ont fait dans leur industrie au cours des dernières années, et je pense en particulier à la façon dont ils ont utilisé le pool génétique du Canada pour améliorer la production, à la façon dont ils ont utilisé les pratiques de gestion pour augmenter la production. Si l'on regarde ce que notre industrie laitière a réalisé au cours des

12 ou 15 dernières années, on constate qu'il y a eu une augmentation considérable de la production.

J'étais dans une étable hier, près d'Ormstown, au Québec. J'ai vu là une vache—la meilleure du troupeau, je dois l'admettre—qui, si ma mémoire est bonne, a produit au cours des 365 derniers jours 30 000 livres de lait. Lorsque mon père a vendu son troupeau laitier, un troupeau commercial, au milieu des années soixante, je ne pense pas qu'il avait une seule vache qui produisait plus de 8 000 ou 9 000 livres par année.

• (1325)

J'ai dit aux producteurs laitiers que j'ai rencontrés hier que personne n'aurait cru, il y a quinze ans, qu'on verrait un jour au Canada des vaches, les meilleures, produire 30 000 livres de lait. L'efficacité de cette industrie est absolument phénoménale. Je suis fier de dire que ce n'est pas fini. C'est un défi à l'industrie, mais je suis tout à fait confiant qu'elle sera en mesure de le relever, voire de le dépasser.

Durant les préparatifs de ce budget, nous étions tous d'accord à la Chambre pour dire—et l'opposition n'arrêtait pas de nous le répéter durant la période des questions—que le budget devait être juste, équitable et efficace sous tous ses aspects. Ce que nous avons fait dans le domaine de l'agriculture répond à tous ces critères.

J'ai déjà, à la période des questions et lors d'un débat d'ajournement, expliqué au député de Frontenac ce qui se passait avec la LTGO et l'impact qu'elle aurait sur l'ouest par rapport à l'est du Canada et surtout le Québec. Je le répète. Je veux qu'il soit bien clair que le versement de 1,6 milliard de dollars qui va être fait à titre gracieux aux producteurs de céréales de l'Ouest va être versé seulement une fois. Après cela, c'est fini. Les producteurs de céréales de l'Ouest n'ont plus de subventions pour le transport à partir du 1^{er} août de cette année.

À partir du 1^{er} août de cette année, les producteurs de lait au Québec continueront de recevoir 85 p. 100 de l'aide à laquelle ils avaient droit auparavant, alors que les producteurs de céréales de l'Ouest n'auront plus de subventions pour le transport. Ce que le budget réserve à l'ouest du Canada correspond grosso modo à une diminution de 10 p. 100 par an pendant dix ans.

Le ministre m'a demandé de diriger les consultations qui devront avoir lieu dans les mois à venir afin de déterminer, de concert avec tous les intervenants du secteur, y compris le gouvernement, quoi faire à long terme du programme de subventions au lait de transformation. On le sait, le budget propose une réduction de 15 p. 100 cette année, et une autre réduction de 15 p. 100 l'année prochaine, mais il ne précise pas de combien il s'agit exactement, ni s'il restera de l'argent après cela.

La première réunion a eu lieu ce matin, dans mon bureau, avec le président du Conseil national de l'industrie laitière. On est en train d'organiser des rencontres avec les présidents de la Fédération canadienne des producteurs de lait, des fabricants canadiens de produits alimentaires, de la Fédération canadienne de l'agriculture, de l'UPA et de l'OFA, ainsi qu'avec les divers offices